

Préface du Secrétaire général de l'OCDE

L'édition 2002 du Rapport sur la coopération pour le développement mérite une attention toute particulière. Cette année s'est en effet achevée à Johannesburg le cycle de grandes conférences consacrées aux questions de développement qui avait débuté à Doha et s'était poursuivi à Monterrey. Un accord s'y est dégagé sur les modalités de partenariat avec les pays en développement dans tout un éventail de domaines. De leur côté, les Objectifs du millénaire pour le développement, inspirés de ceux proposés par le CAD dans son rapport de 1996, constituent autant de jalons au regard desquels mesurer les progrès du développement.

Au bout de quarante ans, la coopération pour le développement s'apprête donc à prendre un nouveau départ. Les engagements souscrits par divers donateurs d'accroître leur aide sont autant de témoignages supplémentaires de ce second souffle. Le défi, et il est colossal, sera de faire en sorte que les efforts conjoints des donateurs et de leurs partenaires soient plus efficacement mis au service des peuples des pays en développement.

A de nombreux égards, il faudra pour cela rompre avec les anciennes habitudes. Les donateurs devront unir leurs forces sur le terrain, en s'appliquant davantage à soutenir les stratégies arrêtées par les pays eux-mêmes tout en acceptant une perte de visibilité de la contribution qu'ils apportent à chaque projet. On peut ainsi espérer voir fleurir des approches novatrices, fondées sur la collaboration, de nature à assurer à l'aide une efficacité plus grande que jamais.

En dépit de son importance par rapport au RNB de nombreux pays pauvres, l'aide n'est qu'un des ingrédients indispensables pour obtenir des avancées dans la voie du développement. Ainsi qu'en attestent le passé et la mission actuelle de l'OCDE, une bonne gestion des affaires publiques assortie de solides capacités institutionnelles est essentielle pour convertir l'aide en progrès mesurables vers un développement durable.

Tout aussi fondamentale est la cohérence des politiques suivie par les pays donateurs dans l'optique du développement. L'ouverture des marchés et la multiplication des possibilités d'échanges de produits manufacturés et de recours aux technologies avancées offertes aux pays en développement sont des vecteurs de développement économique bien plus puissants que l'aide. De fait, les apports annuels d'APD représentent une goutte d'eau par rapport au

montant global des subventions agricoles consenties par les pays de l'OCDE qui privent ainsi les pays en développement d'importants débouchés à l'exportation.

Autant de raisons qui me font me réjouir que les ministres chargés respectivement du commerce et de la coopération pour le développement aient pu se retrouver, à l'occasion de la réunion 2002 du Conseil de l'OCDE au niveau des ministres, pour débattre des hiatus existant, sur le plan de la cohérence, entre les politiques suivies dans ces deux domaines. Pour la toute première fois, les ministres des pays de l'OCDE ont adopté une déclaration renvoyant spécifiquement aux questions de développement.

Intitulée « Pour un programme d'action commun de l'OCDE au service du développement », celle-ci fait état du ferme soutien que rallie le programme de l'OCDE sur la cohérence des politiques dans l'optique du développement. Le « D » du sigle OCDE trouve ainsi sa justification à la fois dans les travaux du CAD et dans les activités plus générales menées à l'OCDE à l'appui de la cohérence des politiques au service du développement.

Nous devons garder toujours présents à l'esprit les enseignements du Plan Marshall, dont l'OCDE est l'incarnation directe. Pour importante qu'elle ait été, l'assistance financière n'a joué qu'un rôle de catalyseur dans l'exceptionnelle réussite de ce Plan. La coopération qui s'est instaurée entre les États participants, le cadre institutionnel approprié qui a été trouvé et la bienfaisante interdépendance qui en est résultée au plan économique ont jeté les fondements de la prospérité actuelle de l'Europe. Il en va de même de l'APD : elle est l'étincelle qui doit révéler le potentiel de croissance des pays pauvres.

Donald D. Johnston
Secrétaire général de l'OCDE

